

Burundi : réouverture du dialogue de sortie de crise, sans l'opposition en exil

@rib News, 28/11/2017 â€“ Source AFP Une nouvelle session du dialogue burundais de sortie de crise s'est ouverte mardi à Arusha (nord de la Tanzanie) en l'absence de l'opposition en exil, selon des diplomates et des participants. [Photo : Salle de Conférence de l'Hotel Ngurdoto Mountain Lodge où se tiennent, à huis clos, les pourparlers inter-burundais, km de la ville d'Arusha.]

Cette session à huis clos a pour ambition d'aboutir à la signature d'un accord le 8 décembre en présence des chefs d'Etat de la Communauté des États d'Afrique de l'Est (EAC), selon un programme distribué aux diplomates par le médiateur dans cette crise, l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa. Les diplomates sont censés négocier autour de huit points incluant "l'engagement à mettre fin à toutes les formes de violences", l'application de l'accord de paix d'Arusha qui a ouvert la voie à la fin de la guerre civile (1993-2006), la mise en place d'un "gouvernement d'unité nationale". Mais, selon un diplomate, le niveau du représentant envoyé par le Burundi, le n°2 du ministère de l'Intérieur, Thérèse Ntahiraja, n'augure pas de discussions fructueuses. Le Burundi "s'est senti obligé d'envoyer un représentant à cause d'énormes pressions exercées par les présidents ougandais et tanzanien", a dit ce diplomate. "Mais il envoie un homme de second plan comme pour dire, +il ne faut rien attendre de cette session+". De plus, même si ces discussions sont présentées comme "totalement inclusives" par l'équipe du facilitateur, le Cnared, une plateforme regroupant l'opposition en exil, n'y est pas présente. Après des mois de blocage car il refusait de s'asseoir à la même table que le Cnared, le gouvernement aurait obtenu l'exclusion de nombreux membres de cette plateforme d'opposition ainsi que de la société civile, selon le même diplomate. Le Cnared a dès lors appelé ses membres à boycotter cette session. Seuls une dizaine de membres de l'opposition qui ne se sont pas exilés participent à ce dialogue. Le Burundi est en crise depuis que le président Pierre Nkurunziza a annoncé en avril 2015 sa candidature à un troisième mandat, obtenu en juillet de la même année. Les violences qui ont suivi et au sujet desquelles la Cour pénale internationale a ouvert une enquête, ont depuis fait de 500 à 2.000 morts, selon les sources (ONU et ONG), des centaines de disparitions forcées et de tortures, et ont poussé à l'exil plus de 400.000 Burundais. L'ONU impute l'escalade majoritaire de ces atrocités aux autorités burundaises. Bujumbura a adopté fin octobre un projet de révision de la Constitution qui pourrait permettre au président Pierre Nkurunziza de briguer dès 2020 deux nouveaux mandats de sept ans. Un haut responsable burundais a assuré à l'AFP que Bujumbura "refuse catégoriquement que la question de la Constitution soit évoquée" dans les discussions débutées mardi.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});